

Prévention de la radicalisation et déradicalisation : les modèles allemand, britannique et danois

Par **Asiem El Difraoui** et **Milena Uhlmann**¹

Asiem El Difraoui, docteur de l'Institut d'études politiques de Paris, est spécialiste de la mouvance djihadiste internationale. Il a notamment publié *Al-Qaïda par l'image. La Prophétie du martyr*, Paris, PUF, 2013. **Milena Uhlmann**, docteur de l'université Humboldt de Berlin, est spécialiste des processus de conversion à l'islam.

Quelques milliers d'Européens sont partis faire le djihad en Syrie et en Irak. Plusieurs centaines d'entre eux sont déjà revenus. Pour faire face à ce phénomène, certains pays ont développé des programmes de prévention de la radicalisation et de déradicalisation. Si l'efficacité de ces programmes est difficile à évaluer, les exemples allemand, britannique et danois permettent néanmoins de tirer certaines leçons qui pourraient s'avérer utiles en France.

politique étrangère

Les termes « radicalisation », « prévention », « désengagement » et « déradicalisation » se sont largement répandus depuis les attentats du 11 Septembre, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et dans les pays du Nord de l'Europe. Ces concepts sont liés et connaissent un regain d'intérêt en France depuis les attentats de janvier 2015.

La radicalisation est définie comme le processus qui conduit un individu à rompre avec la société dans laquelle il vit pour se tourner vers une idéologie violente, en l'occurrence le djihadisme. La prévention regroupe un ensemble de mesures, concernant des domaines sociétaux variés, visant à empêcher la radicalisation. La déradicalisation vise à « défaire » le processus de radicalisation et à encourager la réintégration des individus concernés dans la société. Dans d'autres contextes, on emploie également le terme de « réhabilitation ». L'ensemble des mesures de prévention et de déradicalisation est souvent désigné par le terme de « contre-radicalisation ».

1. Les auteurs souhaitent apporter leurs remerciements à Hugo Micheron pour son aide précieuse dans la relecture de l'étude à l'origine de cet article.

Si le présent article fait occasionnellement référence au concept de prévention, son objet principal réside dans l'analyse de différents programmes de déradicalisation mis en œuvre dans trois pays européens précurseurs : l'Allemagne, la Grande-Bretagne et le Danemark. L'objectif principal est d'identifier les initiatives les plus prometteuses, mais aussi les problèmes récurrents, pour en tirer quelques leçons pour la France.

Le modèle allemand

L'Allemagne compte 1,5 million de musulmans – soit 1,9 % sur une population de 80,2 millions –, dans leur vaste majorité originaires de Turquie, mais également d'Europe du Sud-Est, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord². La plupart d'entre eux habitent les *Länder* de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Bade-Wurtemberg, Bavière et Hesse³. Selon l'Office fédéral de renseignement intérieur *Bundesamt für Verfassungsschutz* (BfV), environ 730 individus se sont rendus en Syrie ou en Irak⁴ : proportionnellement à sa population, l'Allemagne se trouve en dixième position parmi les pays d'Europe de l'Ouest les plus touchés par les départs de djihadistes⁵. Parmi eux, environs 230 sont revenus. Certains ont été condamnés à des peines de prison allant jusqu'à 10 ans.

En Allemagne, les premières initiatives de prévention de la radicalisation ont vu le jour en 2003 et 2004, dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, qui furent en partie préparés à Hambourg. Suite à l'intervention américaine en Irak en 2003, un nombre croissant d'Allemands a commencé à se rendre sur les théâtres djihadistes irakiens et dans les zones tribales en Afghanistan et au Pakistan. À cette époque, les initiatives de prévention consistaient surtout à fournir des supports de formation (bandes dessinées, brochures, vidéos, etc.) à des établissements scolaires, des associations ou des institutions d'État. Afin d'encourager les échanges d'expertise, des assises multidisciplinaires et multi-institutionnelles ont également été organisées. En juin 2010, le BfV créa le programme *Hatif* – « téléphone » en arabe et *Heraus Aus Terrorismus und Islamistischem Fanatismus* en allemand [« Sortir du terrorisme et du fanatisme islamiste »]. L'idée était de lancer une *hotline* pour les personnes prêtes à abandonner le djihad. Leur prise en charge incluait soutien psychologique à l'individu concerné et à sa famille,

2. Selon le recensement datant de mai 2011. *Zensus Kompakt, Ergebnisse des Zensus 2011*, Stuttgart, Statistisches Landesamt Baden-Württemberg, 2013, p. 8 et 16.

3. S. Haug, S. Müssig et A. Stichs, *Muslimisches Leben in Deutschland*, Francfort, Bundesamt für Migration und Flüchtlinge, 2009, p. 81 et 107.

4. *Verfassungsschutz Thüringen: Reisebewegungen nach Syrien*, 19 septembre 2015, disponible sur : <www.thueringen.de/th3/verfassungsschutz/auslaenderextremismus/syrien>.

5. C. Lister, « Returning Foreign Fighters: Criminalization or reintegration? », *Brookings Policy Briefing*, Brookings Institution, Washington D. C., août 2015, p. 3.

échanges avec des imams, aide à la recherche d'un nouveau logement, formation professionnelle et assistance pour trouver un emploi. Le BfV a mis un terme au programme *Hatif* en septembre 2014, le nombre d'appels restant faible. Pour la plupart des analystes, cet échec est dû au fait que le programme était directement dirigé par les services de sécurité fédéraux.

Hayat : déradicalisation et médiation

Hayat est l'un des premiers programmes de déradicalisation au sein de la société civile, lancé par le Centre de la culture démocratique (ZDK) de Berlin, qui disposait d'une expertise en matière de déradicalisation dans les milieux d'extrême droite («*EXIT-Deutschland*»). *Hayat* – «*vie*» en arabe et en turc –, qui compte dans ses rangs un ancien officier de police et des spécialistes de l'islamisme radical, est un programme de conseil et de suivi pour les jeunes radicalisés et leur famille. Depuis janvier 2012, le ministère fédéral de l'Intérieur s'est associé à cette initiative. Une nouvelle structure a été créée dans ce ministère pour coordonner les efforts de contre-radicalisation, structure supervisée non plus par les services de renseignement mais par l'Office fédéral pour les migrations et les réfugiés. Portant sur des aspects «*émotionnels*», «*idéologiques*» et «*pragmatiques*» de la radicalisation, les activités de *Hayat* sont tournées vers des individus soit en voie de radicalisation, soit déjà radicalisés mais sans avoir quitté le sol allemand, soit de retour des différents théâtres de djihad, ou encore se trouvant toujours sur une terre de djihad mais souhaitant rentrer. Sur le plan émotionnel, l'équipe intervient auprès des familles avec lesquelles les radicalisés, ou ceux en train de l'être, entretiennent encore des liens de confiance. La composante idéologique inclut la déconstruction des notions, interprétations et récits fondateurs des extrémistes, et nécessite une connaissance approfondie des concepts islamiques et islamistes. Le programme comporte également une composante dite *pragmatique*, englobant les démarches administratives ou de réinsertion professionnelle susceptibles de modifier l'environnement de l'individu. L'équipe de *Hayat* peut également offrir aux jeunes une assistance psychologique, ou les rediriger vers un groupe religieux non radical.

En cas de départ vers la Syrie ou l'Irak, *Hayat* s'efforce d'agir comme intermédiaire entre familles et autorités. La tâche est délicate, tant est difficile à trouver l'équilibre entre l'objectif des services de sécurité – obtenir le maximum d'informations – et celui des familles – protéger leurs proches. En cas de retour d'une terre de djihad, *Hayat* conseille la famille, évalue les risques sécuritaires, propose éventuellement le suivi d'un programme de déradicalisation. Si une personne fait l'objet d'une incarcération prolongée, *Hayat* soutient sa famille et peut proposer un programme de

déradicalisation en prison. L'organisation souligne que, tout au long du processus, les droits et la sécurité de chaque participant doivent être garantis. Elle agit comme médiateur et fait appel aux services de sécurité si cela est jugé nécessaire.

L'équipe de *Hayat* communique par ailleurs régulièrement dans les médias allemands, afin de sensibiliser le grand public à la problématique de la radicalisation. Elle suit en permanence l'actualité de la recherche scientifique et publie elle-même des articles sur ses activités. Pour ce faire, *Hayat* fait cause commune avec le *Journal EXIT-Deutschland* (JEX) créé en 2013 par le ZDK et qui vise à renforcer les échanges entre universitaires et praticiens. L'orientation est pluridisciplinaire et se focalise sur la radicalisation, la déradicalisation, l'extrémisme, le terrorisme et la culture démocratique. L'efficacité des programmes de déradicalisation est difficile à apprécier scientifiquement mais *Hayat* fournit cependant quelques données chiffrées sur ses activités. À la date du 6 octobre 2015, 36 individus sur un total de 170 étaient considérés comme déradicalisés ou en voie de déradicalisation; 39 cas étaient réglés, soit parce qu'il n'y avait plus de réponse, soit parce que deux ou trois entretiens étaient suffisants, soit parce que la personne avait été tuée en Syrie ou en Irak. *Hayat* et la famille de ces personnes estimaient dès lors que les activités de conseil pouvaient prendre fin.

Violence Prevention Network: la déradicalisation en prison

L'initiative allemande *Violence Prevention Network* (VPN) est supervisée par le Centre d'information et de compétence contre l'extrémisme de la Hesse [*Hessisches Informations und Kompetenzzentrum gegen Extremismus* (HKE)], qui dépend lui-même du ministère de l'Intérieur et des Sports. Elle met notamment en œuvre des programmes de déradicalisation en prison. Une vingtaine de détenus, répartis en deux groupes – en voie de radicalisation ou déjà radicalisés – font l'objet d'un suivi particulier. Parmi eux se trouvent des détenus condamnés pour appartenance à des groupes terroristes – Al-Qaïda, Daech – ou pour tentatives d'attentats en Allemagne.

Parmi les personnes recrutées pour échanger avec les prisonniers: Hatem et Mohammed⁶. Âgés de moins de 30 ans, ces deux Allemands d'origine turque ont étudié l'islamologie à l'université Goethe de Francfort. Leur cursus – qui ne doit pas être confondu avec celui destiné aux futurs imams – leur a permis d'étudier l'arabe, l'histoire de l'islam et les textes islamiques les plus importants. Ils ont également suivi des cours de pédagogie, et pour l'un d'entre eux, de théologie chrétienne et juive. Hatem et Mohammed maîtrisent assez les concepts religieux pour pouvoir contredire

6. Noms modifiés à la demande des personnes concernées.

les interprétations djihadistes: généralement, la connaissance de l'islam qu'ont les jeunes radicalisés est extrêmement sommaire. Après leur recrutement par le VPN, ces deux intervenants ont aussi été formés à la prévention des conflits en milieu carcéral. Ils demeurent par ailleurs très actifs dans leur communauté locale, se sont investis dans le travail social et l'encadrement des jeunes, et ont été approchés par des mosquées à dominante turque et bosniaque qui leur ont proposé de remplir la fonction d'imam.

Hatem et Mohammed travaillent souvent en binôme et sont de la même génération que leurs cibles: ils partagent leur culture, leur langage, leurs codes de conduite. Ils considèrent le premier contact – d'habitude très cordial –, comme crucial. Ils y définissent clairement leur rôle: écouter, protéger et aider les détenus, en partageant des informations avec les services de sécurité en cas d'acte criminel ou portant atteinte à la sécurité. Les détenus, quant à eux, sont souvent soulagés d'avoir à faire à des musulmans croyants, maîtrisant les codes de l'islam et faisant preuve d'empathie à leur égard. Ils n'auraient pas échangé avec des non-musulmans – et surtout pas avec des femmes.

Le premier objectif des discussions est «de semer des points d'interrogation dans la tête des détenus», en tentant de distinguer s'il s'agit d'une radicalisation idéologique ou qui trouve son origine dans des traumatismes psychologiques – le cas échéant, des psychologues peuvent intervenir. Hatem et Mohammed soulignent, tout comme l'équipe de *Hayat* à Berlin, qu'un suivi sur le long terme est crucial pour une déradicalisation durable. Dans la perspective de leur libération, les détenus sont encouragés à intégrer une communauté ou une association musulmane, et à s'investir dans des activités sociales et sportives. Les familles des détenus, souvent confrontées à des difficultés, font l'objet d'un soutien spécifique.

Le premier contact avec les détenus est crucial

Il n'existe pas encore d'étude empirique sur les effets du programme du VPN à Francfort: à la date du 20 octobre 2015, 73 personnes se sont portées volontaires pour y participer et, selon nos interlocuteurs, la plupart d'entre elles montrent des signes de remords. Les autorités semblent penser qu'une grande partie des jeunes djihadistes pourrait ainsi être «réhabilitée».

L'exemple de la Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne compte 2,7 millions de personnes se déclarant «musulmanes», soit 5 % des 56 millions d'habitants de l'Angleterre et du Pays de Galles. Parmi eux, 86 % sont originaires d'Asie, principalement du Pakistan, du Bangladesh et d'Inde. Ces dernières années, le nombre

de conversions a fortement augmenté, notamment au sein des communautés antillaises. Les populations musulmanes sont souvent concentrées dans les villes désindustrialisées du centre de l'Angleterre et dans les quartiers populaires de l'Est londonien. La Grande-Bretagne compte au moins 700 cas de départs vers la Syrie ou l'Irak – avec environ 300 retours⁷. Les autorités britanniques se montrent très fermes et souhaitent que les djihadistes soient condamnés à de lourdes peines de prison. Nombre de responsables politiques sont, de plus, favorables à des mesures de déchéance de la nationalité.

Historiquement, Londres a été un important pôle du djihadisme en Europe. Dans les années 1990, islamistes et djihadistes ont bénéficié d'une politique d'asile ouverte, et d'une liberté d'expression considérable. Après les attentats du 11 septembre 2001, les autorités ont lancé un vaste plan d'action national, *Contest*, qui englobait un ensemble de programmes résumés par les « quatre P » : « Prepare, Pursuit, Protect, Prevent » [Préparer, Poursuivre, Protéger, Prévenir]. Ce dernier volet – relativement négligé dans les premières années du programme, tout comme son sous-programme de déradicalisation *Channel* – visait à aider des individus susceptibles de tomber dans « l'extrémisme violent », avec trois objectifs distincts : premièrement identifier des individus « à risque », deuxièmement évaluer la nature et la gravité de ce risque, et troisièmement développer les mesures de soutien les plus appropriées pour les personnes concernées.

Ce n'est qu'après les attentats du 7 juillet 2005 dans le métro de Londres que *Prevent* a gagné en importance et il fallut attendre la révision de *Contest* en mars 2009 pour qu'il soit considéré comme central dans le dispositif. Cette évolution s'est accompagnée d'un durcissement sans précédent de la législation répressive antiterroriste, avec un point culminant : le *Counter-Terrorism and Security Act*, voté en février 2015, qui oblige les institutions étatiques (police, prisons, autorités locales, écoles, universités, etc.) à « empêcher des individus de s'engager dans le terrorisme ».

Contrairement à la France ou à l'Allemagne, le Royaume-Uni n'a pas mis à disposition du public de plate-forme téléphonique joignable par un numéro vert unique. Le signalement des individus à risque, en voie de radicalisation ou déjà radicalisés, revient aux membres des différentes communautés musulmanes, comme aux équipes des services sociaux ou des écoles. Il n'est pas, comme en Allemagne, recueilli par un organisme intermédiaire mais directement par les services de sécurité. Si la personne est considérée comme « à risque », un panel d'experts est convoqué pour

7. C. Lister, *op. cit.*

une analyse approfondie, afin d'évaluer si elle est en cours de radicalisation, déjà radicalisée ou si elle constitue une menace potentielle pour la sécurité du Royaume. Dans les deux premiers cas l'individu est contacté et il lui est proposé d'échanger avec un acteur en charge de la déradicalisation. Les services de sécurité demeurent impliqués dans le processus. Le nombre des cas référencés à *Channel* (y compris celui des radicalisations au milieu d'extrémisme de gauche et de droite) a constamment augmenté jusqu'à atteindre 1 281 en 2013-2014, soit une hausse de 58 % par rapport à l'année précédente, pour un total de 3 934 signalements depuis avril 2007. La plupart des individus concernés pendant la période 2013-2014 étaient soupçonnés de vouloir se rendre en Syrie ou en Irak. Entre avril 2012 et mars 2014, 56 % des individus signalés étaient musulmans⁸.

Dans le cadre du modèle communautaire qui prévaut en Grande-Bretagne, ce sont les différentes communautés musulmanes qui ont été sollicitées pour mettre en œuvre la plus grande partie de *Prevent*. Au début, le programme a même fait appel à des groupes salafistes non violents, mais le gouvernement a mis fin à cette pratique avec la révision de *Prevent* en 2011⁹. Cette révision a aussi permis de corriger d'autres travers. Ainsi les programmes de prévention insuffisamment ciblés et trop coûteux pour des résultats peu convaincants ont-ils été supprimés.

Le contre-discours convaincant des djihadistes repentis

Certaines initiatives développées en Grande-Bretagne méritent une attention particulière. La fondation *Quilliam* est l'organisation la plus connue investie du champ de la contre-radicalisation. Créée en 2008 par d'anciens membres du *Hizb ut-Tahrir*, Maajid Nawaz et Ed Hussain, elle s'efforce de diminuer l'influence de l'extrémisme dans les communautés musulmanes, par l'instauration de dialogues ouverts («*outreach discussions*») prônant liberté de religion, égalité, droits de l'homme et démocratie. L'objectif est de favoriser un sentiment commun d'appartenance au Royaume-Uni et un attachement aux valeurs démocratiques libérales. Grâce à la présence de djihadistes repentis, l'équipe de *Quilliam* possède une certaine crédibilité pour développer un contre-discours convaincant. La fondation organise aussi des conférences sur le terrorisme, la radicalisation et l'islamisme, afin de montrer au grand public que le djihadisme relève d'une dérive extrémiste.

8. Association of Chief Police Officers, «National Channel Referral Figures», disponible sur : <www.npcc.police.uk>. Voir également H. Stuart, «British Jihadists: Preventing Travel Abroad and Stopping Attacks at Home», *Policy Paper n° 1*, Centre for the Response to Radicalisation and Terrorism, Londres, The Henry Jackson Society, septembre 2014, p. 13.

9. H. Stuart, «Community Policing and Preventing Extremism: Lessons from Bradford», *Policy Paper n° 4*, Centre for the Response to Radicalisation and Terrorism, Londres, The Henry Jackson Society, février 2015, p. 5.

L'Active Change Foundation (ACF) a également été créée par des anciens islamistes en 2003. Elle s'est fixée pour objectif de déconstruire et de « délégitimer » les discours extrémistes. Elle a, pour ce faire, choisi une approche originale de « déradicalisation pro-active », axée sur un travail de terrain poussé et sur des ateliers de réflexion sur l'islam. Les membres de l'ACF sillonnent les rues de l'Est de Londres, prenant contact avec les jeunes au détour d'une partie de basket-ball et les invitant à leur centre pour la jeunesse (*Change Centre*). Les personnes exposées aux risques de radicalisation peuvent participer là-bas à des ateliers de contre-radicalisation. Grâce à leur expérience personnelle dans les milieux radicalisés, les équipes de l'ACF disposent des compétences nécessaires pour dissuader les jeunes de suivre les arguments des radicaux.

The Unity Initiative (TUI) mérite également d'être citée. Elle a été lancée en 2009 par Usman Raja, musulman pratiquant et professeur d'arts martiaux. Pour Raja, la frustration et un certain attrait pour la violence constituent des facteurs clés de radicalisation. Il défie des apprentis djihadistes dans des combats et les convie à des entraînements, cherchant par là à canaliser leur violence et à tempérer leur foi. Comme il partage les origines et codes des jeunes, Raja est bien placé pour les aborder et contrer les argumentaires pseudo-religieux et souvent superficiels des djihadistes. Son objectif est de déclencher une réflexion de long terme sur ce qu'est l'islam. Il prêche un islam holistique mettant l'accent sur l'équilibre personnel de l'individu et l'harmonie avec son environnement. Pour lui, la Grande-Bretagne est le pays le plus libre au monde ; il explique donc aux jeunes musulmans qu'ils peuvent y vivre pleinement leur religion.

Le Danemark

Le Danemark compte environ 133 000 musulmans, soit environ 4 % de sa population. Ils sont principalement originaires de Turquie, d'ex-Yougoslavie, d'Irak et du Liban, et dans une moindre mesure de Somalie. En 2012, plus d'un tiers d'entre eux résidaient à Copenhague, Aarhus et Odense, souvent dans des quartiers pauvres¹⁰. À ce jour, environ 170 Danois sont partis combattre en Syrie et en Irak, plaçant leur pays en cinquième position des pays d'Europe de l'Ouest les plus touchés par les « départs » de djihadistes en proportion de leur population¹¹. Plus de 50 de ces djihadistes sont revenus. Au Danemark, comme en Allemagne et en Grande-Bretagne, le fait de rejoindre un groupe terroriste à l'étranger

10. L. Lindekilde et M. Sedgewick, « Impact of Counter-Terrorism on Communities », *Denmark Background Report*, Londres, Institute for Strategic Dialogue, septembre 2012, p. 1-9.

11. C. Lister, *op. cit.*

est considéré comme un crime ; mais en septembre 2015, aucun de ces activistes de retour n'avait été déféré devant un tribunal.

Des réseaux islamistes et djihadistes se sont implantés au Danemark à partir du début des années 1990, principalement par l'intermédiaire d'immigrés originaires d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Ils ont commencé à recruter parmi les jeunes Danois des deuxième et troisième générations, et parmi des convertis au début des années 2000. Après les attentats de Madrid en 2004 et de Londres en 2005, le gouvernement libéro-conservateur en place à Copenhague a initié les premières recherches sur l'analyse des processus de radicalisation¹². Après la publication, en septembre 2005, des caricatures de Mahomet dans le journal *Jyllands Posten*, le pays a connu deux tentatives d'attentats. En janvier 2009, des mesures de « prévention contre la radicalisation et l'extrémisme », conçues par un groupe de travail interministériel, ont été introduites. Des acteurs variés – instituts de recherche, membres de la société civile, dont des musulmans, municipalités, services de sécurité danois et étrangers – ont été impliqués dès le départ, ce qui a permis d'éviter une trop forte prééminence des services de renseignement comme en Grande-Bretagne, et de créer un climat de confiance entre les différents partenaires.

Le plan d'action de 2009 comprenait sept volets d'intervention. Il comprenait par exemple des campagnes de sensibilisation pour permettre aux acteurs de terrain de détecter les signes de radicalisation et d'interagir avec les jeunes radicalisés. Certaines initiatives visaient spécifiquement le milieu carcéral et la formation du personnel pénitentiaire à la lutte contre la radicalisation. En 2011-2012, le gouvernement social-démocrate a révisé le plan national de 2009, jugé trop large. Les nouvelles directives se sont focalisées sur des cas concrets de radicalisation, mettant l'accent sur des « interventions ciblées ». Elles prévoyaient la mise en place de systèmes d'alerte précoce (« *early warning* ») pour détecter les premiers signes de radicalisation et y apporter une réponse immédiate et ciblée. Dans les trois plus grandes villes du pays – Aarhus, Copenhague et Odense –, ce système s'est traduit par la réalisation d'entretiens préventifs et l'intervention de mentors susceptibles de désamorcer le processus de radicalisation. Ces mentors, souvent d'anciens policiers, ont été formés pour approcher des individus en voie de radicalisation et tisser des liens de confiance avec eux. Leur objectif est d'aider les jeunes à « trouver des alternatives sociales constructives à l'extrémisme ».

12. L. Lindekilde et M. Sedgewick, *op. cit.*, p. 25.

En 2014, le gouvernement danois a ouvert un programme de déradicalisation et de réhabilitation de djihadistes : l'*EXIT Programme*. Il s'organise autour d'une « maison de l'information » (« *Infohus* »), créée en 2010 dans la ville d'Aarhus. Il a pour objectifs de déconstruire les « grands récits » structurant la propagande djihadiste, de prodiguer des conseils aux jeunes radicalisés et d'inciter les djihadistes partis en Syrie et en Irak à rentrer. La partie opérationnelle revient à des équipes des services sociaux et de la

Une réponse ciblée dès les premiers signes de radicalisation

protection de la jeunesse, même si la police reste la force motrice du programme de réintégration et fournit aux travailleurs sociaux les dossiers des individus radicalisés. L'équipe d'*Infohus* sert également de point de contact à toute personne ayant besoin d'informations sur l'extrémisme. Elle est joignable 24 heures sur 24 par un numéro vert¹³. Entre fin 2010 et mars 2015, environ 160 cas ont été signalés à l'*Infohus* et 19 programmes individualisés de mentorat ont été mis en place. Tous les djihadistes revenant de Syrie ou d'Irak ont été obligés de se présenter à la police pour un interrogatoire permettant d'évaluer le risque sécuritaire qu'ils pouvaient représenter. Au mois de mars 2015, 16 djihadistes étaient revenus à Aarhus ; 10 d'entre eux ont participé au programme pilote de déradicalisation. Parmi eux, trois ont demandé de l'aide pour changer d'environnement social ou déménager dans une autre ville afin de s'éloigner des milieux extrémistes. Les sept autres suivent toujours le programme. Ils ont été réintégrés à l'école ou ont obtenu une aide pour trouver un emploi. Six jeunes ont déclaré ne pas avoir besoin d'aide. Dans un seul cas, la déradicalisation a été considérée comme un échec.

L'approche danoise de la contre-radicalisation est remarquable par le degré de coopération qu'elle instaure entre société civile et services étatiques. Elle prend fortement en considération la marginalisation socio-économique et la faible représentation politique des jeunes Danois immigrés des deuxième et troisième générations, et évite la stigmatisation des communautés musulmanes grâce à des mesures sensibles et différenciées. Il n'est pas dit, toutefois, que cette approche nuancée puisse survivre aux conséquences des attaques terroristes de Copenhague de février 2015 ni à l'arrivée au pouvoir du Parti populaire danois en juin 2015.

Il n'existe pas de processus standard de radicalisation. Plusieurs facteurs générateurs s'enchevêtrent à des degrés divers : marginalisation

13. T. Agerschou, « Preventing Radicalization and Discrimination in Aarhus », *Journal for Deradicalization* (JD), n° 1, hiver 2014-2015, p. 6.

socio-économique, aliénation et recherche de sens et d'identité, perception d'injustice à l'encontre des musulmans, développement d'une sous-culture du djihad, embrigadement sectaire, attraction de la violence, etc. Face à un processus aussi complexe, on ne peut concevoir de recette miracle pour prévenir la radicalisation ou déradicaliser. De plus, le faible nombre d'individus traités dans le cadre des programmes de contre-radicalisation et le manque de recul temporel rendent difficile l'évaluation de l'efficacité de ces programmes.

Toutes les initiatives analysées montrent néanmoins que prévention et déradicalisation nécessitent tout d'abord une forte volonté politique et doivent s'inscrire dans la durée. Elles exigent également des moyens pour mener un travail individualisé : il s'agit de comprendre le plus précisément possible les parcours individuels de radicalisation et les facteurs qui ont conduit au basculement. L'intégration des variables idéologiques, pragmatiques et émotives, à l'instar de ce qui est fait dans le cadre du programme *Hayat*, est nécessaire pour analyser finement les processus de radicalisation. En Grande-Bretagne, des mesures trop peu ciblées ont eu des résultats peu probants pour un coût élevé.

Les acteurs impliqués dans les programmes de contre-radicalisation doivent venir aussi bien d'institutions étatiques que de la société civile. Les exemples étudiés montrent qu'une implication trop importante des services de sécurité peut nuire à l'efficacité d'un programme : les communautés musulmanes risquent de se sentir ciblées, de refuser de coopérer et de se replier sur elles-mêmes. En Grande-Bretagne, des approches créatives comme celle du TUI à Londres portée par un champion d'arts martiaux, ou encore le travail de rue de l'ACF, ainsi que l'intégration d'anciens djihadistes dans les programmes de déradicalisation, ont porté leurs fruits. Quant à l'exemple du VPN en Allemagne, il a démontré l'importance du facteur humain, du contact direct et du recrutement d'acteurs crédibles : conditions préalables au succès de la déradicalisation.

L'expérience danoise a par ailleurs montré que la concertation entre tous les acteurs, étatiques et non étatiques, musulmans et non musulmans, permettait de développer des programmes efficaces et largement acceptés. L'implication d'élus locaux et des municipalités apparaît comme un point fort, qui fait pour l'heure défaut en France. Les personnels municipaux doivent être formés et impliqués dans les démarches de prévention et de déradicalisation. L'inclusion d'acteurs de la société civile susceptibles de participer à la déradicalisation sur l'ensemble du territoire, y compris dans les régions rurales, est cruciale. Comme l'a démontré l'échec du programme

Hatif en Allemagne, il est également nécessaire d'établir des dispositifs de prise de contact *via* des acteurs non étatiques. Pour la France, il pourrait être utile de désigner, dans chaque département, des médiateurs crédibles et indépendants venant précisément de la société civile.

Les initiatives qui semblent fonctionner en Allemagne, en Grande-Bretagne ou au Danemark, résultent d'un long processus d'essais et d'échecs. Elles se développent à partir de la volonté politique d'intégrer des acteurs sociaux variés et les communautés musulmanes locales dans une démarche de prévention et de déradicalisation équilibrée et pluraliste. L'un des plus hauts responsables de la lutte antiterroriste britannique souligne qu'il n'y a guère d'alternative: «Peut-être les résultats des efforts de déradicalisation sont-ils moins spectaculaires qu'attendu – mais les djihadistes sont bel et bien là. Certes, certains d'entre eux sont incarcérés, mais la plupart seront libérés à un moment ou un autre. Et on ne va pas suivre l'exemple américain, en ouvrant un camp extrajudiciaire comme Guantanamo...¹⁴»



Mots clés

Terrorisme
Radicalisation
Déradicalisation
Djihad

14. Entretien réalisé par les auteurs avec un responsable de l'antiterrorisme souhaitant rester anonyme.